“ de l'imiter dans ses actes, nous dirons aux Etats-Unis ; nous étions libre-échangistes ; nous suivions l'exemple de la Grande-Bretagne. Nous ne tenions pas compte de la différence qui existe entre la situation d'un vieux pays et celle d'un pays nouveau comme le nôtre, mais nous voyons que vous êtes plus sages que nous avons été. Nous vous ferons le compliment de dire que nous avions tort et que vous aviez raison, et nous vous ferons ce que vous nous faites.”

Encore une fois, au nom du sens commun, je demande si ce langage ne voulait pas dire assimilation complète du tarif canadien au tarif américain ? Et pour rendre aux ministres la justice à laquelle ils ont droit, ils furent fidèles à leur parole. Ils remportèrent les élections ; le tarif américain était alors en moyenne de 40 par cent, ils augmentèrent notre tarif de $17\frac{1}{2}$ à 35 par cent ; ce n'était pas là, il faut l'avouer, un mauvais commencement, et depuis ce temps-là, tous les ans le ministre des finances n'a cessé d'élever la barrière le rapprochant toujours de plus en plus du modèle américain qu'ils avaient choisi. Maintenant les mêmes hommes qui ont adopté cette politique et qui l'ont mise à exécution se voilent la face parce que, disent-ils, la réciprocité entraînerait l'assimilation des tarifs entre les deux pays.

Il n'y a en réalité qu'une chose qui puisse être sujette à objection. Je n'ai pas l'intention de livrer le contrôle de notre tarif aux Américains. Je suis en faveur de la réciprocité illimitée, mais si la réciprocité illimitée devait être obtenue au prix du moindre sacrifice de l'honneur canadien, je n'en voudrais plus. Mais en vérité, est-ce une objection sérieuse à nous faire de nous répéter que la réciprocité illimitée entraînerait l'assimilation des tarifs. La chose est déjà presque faite, et prenant en considération le dernier acte du ministre des finances obligé de réduire les droits sur les sucres, parce que le tarif McKinley avait réduit les mêmes droits aux Etats-Unis, ce ne serait pas une chose difficile pour lui d'amener le tarif canadien au chiffre du tarif américain. Qu'il me soit permis de compléter ma pensée. Il n'existe pas dans le cœur d'aucun Canadien de ce côté-ci de la Chambre, la moindre intention d'abandonner aux Américains un seul iota de nos droits. Si les Américains veulent nous accorder la réciprocité dans les termes que nous la demandons, c'est-à-dire, chaque nation conservant son indépendance non-seulement politique, mais son indépendance commerciale, je suis en faveur de la réciprocité. Mais si pour obtenir la réciprocité, notre tarif devait être établi, comme le disait l'autre jour mon ami de Westmoreland, par une commission dans laquelle les Américains auraient treize représentants et les Canadiens n'en aurait qu'un seul, je serais opposé à la réciprocité autant qu'il peut l'être lui-même. Tout ce que j'ai à dire à mon ami de Westmoreland à ce sujet, c'est que quand le jour qui n'est pas très éloigné viendra où le parti libéral enverra des commissaires à Washington pour négocier un traité, il ne sera pas un des diplomates que nous choisirons. J'ai toute confiance dans l'honorable député comme homme d'affaires, mais comme diplomate, jugeant de ses capacités diplomatiques d'après l'échantillon qu'il nous en a donné l'autre jour, je n'ai pas la moindre confiance en lui. Nous choisirons comme commissaires des hommes préparés à maintenir les droits du Canada. Je n'ai pas la crainte que les Américains voudraient nous humilier, je crois au contraire qu'ils seraient prêt à nous rencontrer d'une manière honorable.

Passons maintenant à une autre objection qui est une objection favorite du ministre des finances : la question du revenu. Le cœur du ministre des finances est déchiré à la pensée de ce que deviendrait le pauvre Canada sous le régime de la réciprocité illimitée. Si les députés de la droite voulaient nous dire que cette question du revenu est leur seule objection, et que du moment qu'une réponse satisfaisante y aurait été donnée, ils n'auraient plus d'autres objections à proposer, je n'aurais pas d'hésitation à leur dire comment cette difficulté du revenu peut être surmontée ; mais ce sont des pêcheurs endurcis ; cette difficulté étant résolue, ils en inventeront immédiatement une autre, et après celle-là une autre encore. Ils ne veulent pas être convaincus ; ils veulent rester aveugles. Quel est d'abord le montant du revenu que nous perdrons ? Nous perdrons en premier lieu le revenu que nous percevons sur le chiffre de nos importations des Etats-Unis, c'est-à-dire, un peu plus de \$7,000,000.

M. FOSTER : \$8,100,000.

M. LAURIER, soit : \$8,100,000. Alors nous enlèverions des épaules du peuple d'un seul coup \$8,100,000 de taxes. Le ministre des finances s'est attribué quelque mérite parce que, d'après lui, il a réduit récemment les taxes au montant de \$3,500,000. Et nous, nous enlèverions \$8,000,000 de taxes d'un seul coup par la réciprocité illimitée.